

BENABOU MICHAEL
Commissaire aux Comptes Pré la Cour d'Appel de PARIS

IDRRIM-PIARC FRANCE
Siège social : 9 rue de Berri
75008 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2025

28 AVENUE CARNOT
75017 PARIS
SIRET : 419 774 831 00053
Tél. : 01 47 58 93 93
Courriel : michael@abm-audit.fr

IDRRIM-PIARC France
9 rue de Berri
75008 PARIS

Aux Membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale du 04 Juin 2024 nous avons effectué l'audit des comptes annuels de L'I.D.R.R.I.M-PIARC France relative à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 09 avril 2026.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié les informations fournies dans les notes annexes qui joint un détail du poste Fournisseurs factures non parvenues liés à la sous-traitance non encore facturée et réalisée par le fournisseur et certains frais administratifs liés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant :

Nous n'avons pas de commentaire particulier sur ces appréciations ou éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

BENABOU MICHAEL
Commissaire aux Comptes Pré la Cour d'Appel de PARIS

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe.

Michael BENABOU.
Commissaire aux Comptes

Fait à Paris, le 26 mai 2026.

INSTITUT DES ROUTES DES RUES ET DES INFRASTRUCTURES POUR LA MOBILITE (IDRRIM)

Association
9, rue de Berri
75008 Paris

Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025



NKO CONSEIL
SAS d'Expertise Comptable
au capital de 1 000 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris Ile de France
RCS Nanterre 805 270 337
8, rue Pasteur
92300 Levallois-Perret

Bilan Actif

Période du 01/01/25 au 31/12/25

IDRRIM-PIARC FRANCE

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	4 268	1 729	2 539	2 928
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	16 730	16 730		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	20 998	18 459	2 539	2 928
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	13 170	11 440	1 730	777
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	13 170	11 440	1 730	777
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence	682		682	682
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières :	682		682	682
ACTIF IMMOBILISÉ	34 850	29 899	4 951	4 386

STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	132 635		132 635	175 855
Autres créances	58 780		58 780	38 918
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	191 415		191 415	214 773
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	727 436		727 436	483 230
Disponibilités	126 506		126 506	71 549
Charges constatées d'avance	41 803		41 803	10 838
TOTAL disponibilités et divers :	895 745		895 745	565 616
ACTIF CIRCULANT	1 087 160		1 087 160	780 390

Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				

TOTAL GÉNÉRAL	1 122 010	29 899	1 092 111	784 776
----------------------	------------------	---------------	------------------	----------------

Bilan Passif

Période du 01/01/25 au 31/12/25

IDRRIM-PIARC FRANCE

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	146 186	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	565 067	506 274
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	58 674	7 834
TOTAL situation nette :	769 927	514 108
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	769 927	514 108
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	1 250	
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	177 334	167 366
Dettes fiscales et sociales	106 631	83 719
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	26 399	19 584
TOTAL dettes diverses :	310 364	270 668
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	10 570	
DETTES	322 184	270 668
Ecart de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	1 092 111	784 776

Compte de Résultat (Première Partie)

Période du 01/01/25 au 31/12/25

IDRRIM

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue	226 175		226 175	317 037
Montant net du chiffre d'affaires	226 175		226 175	317 037
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions			354 500	341 500
Reprises sur amortissements , dépréciations et provisions				
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Autres produits			220 308	164 913
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			800 983	823 450
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (1)			290 896	399 881
Impôts, taxes et versements assimilés			4 898	5 183
Salaires			290 933	279 893
Cotisations sociales			144 495	130 856
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 397	1 261
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Autres charges			26 906	4 716
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)			759 525	821 789
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			41 458	1 661

(1) Y compris :

- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier

Compte de Résultat (Seconde Partie)

Période du 01/01/25 au 31/12/25

IDRRIM

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	41 458	1 661
Bénéfice attribué ou perte transférée (III) Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
De participation D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés (2) Reprises sur provisions et transferts de charges Différences positives de change Produits des cessions d'immobilisations financières Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	17 216	6 173
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	17 216	6 173
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (3) Différences négatives de change Valeurs comptables des immobilisations financières cédées Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	17 216	6 173
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	58 674	7 834
PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	818 199	829 623
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	759 525	821 789
BÉNÉFICE OU PERTE	58 674	7 834

(2) Dont produits concernant les entités liées

(3) Dont intérêts concernant les entités liées

Annexe aux comptes au 31 décembre 2025

de l'INSTITUT DES ROUTES, DES RUES ET DES

INFRASTRUCTURES POUR LA MOBILITE

L'annexe ci-après du bilan, avant répartition, constitue l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est de 1 092 111 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un bénéfice de 58 674 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Les comptes au 31 décembre 2025 sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'IDRRIM-PIARC FRANCE a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2022-06 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations. L'exercice clos le 31 décembre 2025 constitue le premier exercice d'application obligatoire du règlement 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif au plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement de méthode d'évaluation ou de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice, à l'exception des incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

1.1. Méthodes et règles d'évaluation

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements, et
- tous les coûts directement attribuables à engager pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner,
- l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elle est située, en contrepartie de l'obligation encourue.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

	DUREE	METHODE
Immobilisations incorporelles	1 à 10 ans	Linéaire
Agencements et aménagements, installations générales	5 à 10 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire

Immobilisations financières

Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Valeur mobilière de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Les dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Provisions

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

1.2. Informations complémentaires pour donner l'image fidèle**Faits marquants**

L'Assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 2025 de l'IDRRIM a approuvé le traité de fusion par voie d'absorption de l'Association Comité français de l'association mondiale de la route (PIARC France) par l'Association Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM).

Changement de méthode

L'IDRRIM-PIARC FRANCE a appliqué pour la première fois le règlement ANC 2023-03 en coordination avec le règlement 2022-06.

Les règlements ANC 2022-06 et 2023-03 d'application obligatoire à compter des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2025 suppriment la technique du transfert de charges, redéfinissent la notion de résultat exceptionnel et modifient les états financiers.

Les règlements ANC 2022-06 et 2023-03 sont d'application prospective et en conséquence l'exercice précédent ne fait l'objet d'aucun retraitement.

Ces règlements viennent modifier les règlements 2014-03 et 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et les règlements modificatifs.

L'impact de ces nouveaux règlements sont non significatifs sur les états financiers de l'IDRRIM-PIARC FRANCE.

Événements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes 2025 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Missions sociales

L'IDRRIM-PIARC FRANCE a poursuivi durant l'exercice ses missions sociales dont l'objet principal est de favoriser, développer et promouvoir une vision partagée de la conception, de la réalisation, de la maintenance, de l'exploitation de la gestion des routes, des rues, des infrastructures de déplacement, des espaces publics de mobilité et des services associés, conformément à son objet social figurant dans ses statuts.

Contributions volontaires et bénévolat

Conformément au règlement comptable ANC N° 2022-06, une information comptable et qualitative doit être donnée sur les contributions volontaires et le bénévolat dont elle est susceptible de bénéficier.

Une contribution en nature a été apportée par un partenaire de l'IDRRIM-PIARC FRANCE, la FNTF, telle que prévue dans la convention de collaboration qui lie l'IDRRIM-PIARC FRANCE et la FNTF (avenant du 1^{er} décembre 2015).

La contribution en nature prend la forme d'une mise à disposition gratuite pendant la durée de la convention, de deux bureaux d'une superficie de 14 m² chacun, équipés du mobilier adéquat, chauffés et climatisés, et sis au 2^{ème} étage du bâtiment situé 9 rue de Berri 75008 PARIS.

Cette mise à disposition a été portée à 3 bureaux d'une superficie totale de 38,74 m² à compter du 1^{er} juillet 2018 et reconduite en 2020 (avenant de renouvellement n° 4) et en 2025 (avenant de renouvellement n° 5) pour les années 2025, 2025 et 2026.

La valorisation de cette contribution est estimée pour 2025 à 25 357 euros.

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat		
- Prestations en nature	25 357	24 446
- Dons en nature		
TOTAL	25 357	24 446
CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services	25 357	24 446
- Personnel bénévole		
TOTAL	25 357	24 446

Autres informations

L'IDRRIM-PIARC FRANCE a perçu de ressources à caractère public au cours de l'exercice : il s'agit d'une subvention d'exploitation de 200 000 euros versée par le Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel transition écologique et solidaire (SCBCM).

2. Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat

2.1. Etat de l'actif immobilisé

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	20 998		
TOTAL immobilisations incorporelles :	20 998		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	9 319		3 851
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	9 319		3 851
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	682		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	682		
TOTAL GÉNÉRAL	30 999		3 851

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			20 998	
TOTAL immobilisations incorporelles :			20 998	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			13 170	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			13 170	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			682	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			682	
TOTAL GÉNÉRAL			34 850	

2.2. Etat des amortissements et provisions

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	18 070	389		18 459
TOTAL immobilisations incorporelles :	18 070	389		18 459
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	8 543	2 898		11 440
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	8 543	2 898		11 440
TOTAL GÉNÉRAL	26 612	3 287		29 899

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				

TOTAL GÉNÉRAL				
----------------------	--	--	--	--

2.3. Etat des échéances des créances et des dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	132 635	132 635	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	946	946	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	42 339	42 339	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	15 495	15 495	
TOTAL de l'actif circulant :	191 415	191 415	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	41 803	41 803	

TOTAL GÉNÉRAL	233 218	233 218	
----------------------	----------------	----------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	177 334	177 334		
Personnel et comptes rattachés	28 587	28 587		
Sécurité sociale et autres organismes	47 631	47 631		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	26 512	26 512		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	3 834	3 834		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	26 399	26 399		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	10 570	10 570		

TOTAL GÉNÉRAL	320 867	320 867		
----------------------	----------------	----------------	--	--

2.4. Tableau de variation des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augementa-tion	Diminution	Affectation de résultat	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	506 274	146 186		7 834	711 253
Réserves affectées					
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	7 834	58 674		- 7 834	7 834
Total	514 108	204 860		0	769 927

Dans le cadre de la fusion de l'IDRRIM-PIARC FRANCE, le fonds associatif sans droit de reprise issu de PIARC s'élève à 146 186 €.

2.5. Informations et commentaires sur :▪ **Éléments relevant de plusieurs postes du bilan**

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	représentées par des effets de commerce
Capital souscrit non appelé			
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes		NÉANT	
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit appelé non versé			
Valeurs mobilières placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

▪ **Produits à recevoir**

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	48 367
Personnel	
Organismes sociaux	
État	
Divers, produits à recevoir	15 495
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	1 521
TOTAL	65 383

▪ **Charges à payer**

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	111 937
Dettes fiscales et sociales	43 400
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	26 399
TOTAL	181 736

▪ **Charges et produits constatés d'avance**

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	41 803	10 570
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	41 803	10 570

▪ **Tableau de variation des provisions pour risques et charges**

Rubriques	Début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Total à la fin d'exercice
NEANT				

2.6. Effectif moyen

Effectif moyen (ETP)	Salarié
Cadre	4
Employés	
Apprentis	1
Total	5

2.7. Engagements financiers et autres informations**Engagements donnés**

Engagements donnés	Montant	Au profit de :			
		Filiales	Participation	Autres entreprises liées	Autres
Effets escomptés non échus	NEANT				
Avals & cautions donnés					
Crédit-bail mobilier					
Crédit-bail immobilier					
Autres engagements : Commandes d'investissements Complément de prix sur investissement Clause de retour à meilleure fortune					

Engagements reçus

Engagements reçus	Montant	Au profit de :			
		Filiales	Participation	Autres entreprises liées	Autres
Avals & cautions reçus	NEANT				
Autres engagements : Quotas d'émission à effets de serre					

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

